

CDG59[®] infos

L'ACTUALITÉ LÉGISLATIVE OU RÉGLEMENTAIRE

Réf. : CDG-INFO2007-15/CDE

PLAN DE CLASSEMENT : 1-30-35 / 1-25-30

Date : le 26 juillet 2007

Personnes à contacter : Christine DEUDON - Sylvie TURPAIN

François BURY

Téléphone : 03.59.56.88.48/58/21

SAISINE DE LA COMMISSION DE DEONTOLOGIE : LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR

N.B. : LES DISPOSITIONS ONT ETE MODIFIEES PAR LA LOI N° 2016-483 DU 20/04/2016 RELATIVE A LA DEONTOLOGIE ET AUX DROITS ET OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES).

CE CDG-INFO A ETE REMPLACE PAR LE CDG-INFO2016-10, PAGE 12 ET SUIVANTES. L'APPLICATION DES DISPOSITIONS NECESSITE LA PARUTION D'UN DECRET.

La saisine de la Commission de déontologie incombe à l'autorité territoriale et/ou à l'agent intéressé dans les cas définis par les textes.

Vous trouverez ci-joint les annexes I_A, I_B, I_C et II_A, II_B, II_C (pièces 3 et 4 de la liste des documents à fournir lors de la saisine de la commission) qui devront accompagner votre dossier de saisine.

L'intégralité du dossier dont la liste des documents est jointe en annexe devra être acheminé en pli recommandé avec accusé de réception et adressé au :

*Président de la commission de déontologie de la fonction publique
 Ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales
 Direction générale des collectivités locales,
 Sous direction des élus locaux et de la fonction publique territoriale
 2, place des Saussaies - 75800 PARIS CEDEX
 Téléphone : 01 49 27 32 85*

LES CAS DE SAISINE DE LA COMMISSION DE DEONTOLOGIE

**1^{ER} CAS : CUMUL D'EMPLOIS
POUR LA CREATION OU LA
REPRISE D'UNE ENTREPRISE**

**2^{EME} CAS : CUMUL D'EMPLOIS
POUR LA POURSUITE D'UNE
ACTIVITE AU SEIN D'UNE
ENTREPRISE**

**3^{EME} CAS : EXERCICE D'UNE
ACTIVITE PRIVEE PAR LES
AGENTS TERRITORIAUX
AYANT CESSE
TEMPORAIREMENT OU
DEFINITIVEMENT LEURS
FONCTIONS**

INFORMATIONS STATUTAIRES

Vous reporter au CDG-INFO2011-1 relatif au cumul d'activités et de rémunérations des agents de la fonction publique territoriale (paragraphes 4.1.1 et 4.1.3.)

Vous reporter au CDG-INFO2011-1 relatif au cumul d'activités et de rémunérations des agents de la fonction publique territoriale (paragraphes 4.1.2 et 4.1.3.)

Vous reporter au CDG-INFO2007-14 relatif à l'exercice d'activités privées et rôle de la commission de déontologie

DOCUMENTS A JOINDRE AU DOSSIER DE SAISINE

Annexes I_A et II_A.

Annexes I_B et II_B.

Annexes I_C et II_C.

N.B. : Vous pouvez également retrouver l'ensemble des annexes à télécharger directement sur le site du ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique / DGAFP à l'adresse suivante :

<http://www.fonction-publique.gouv.fr/article515.html?artsuite=0>

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR LORS DE LA SAISINE DE LA COMMISSION INSTITUÉE PAR LE DECRET N° 2007-611 DU 26 AVRIL 2007

PIECE N° 1	Lettre de saisine de la commission (en cas de saisine directe par l'agent, joindre le document par lequel l'autorité dont relève l'intéressé a été informé de cette saisine).
PIECE N° 2	Document par lequel l'agent concerné a informé l'autorité dont il relève de son intention d'exercer une activité privée pendant une période de disponibilité, de congé sans rémunération ou après cessation définitive de ses fonctions.
PIECE N° 3	Déclaration d'exercice d'une activité privée complétée par l'intéressé (annexe I _A , I _B <u>ou</u> I _C).
PIECE N° 4	Appréciation de la demande au regard des dispositions du décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 (annexe II _A , II _B <u>ou</u> II _C à remplir par l'autorité territoriale).
PIECE N° 5	Statut du cadre d'emplois du fonctionnaire concerné ou délibération créant l'emploi spécifique (fonctions, rémunération) ou contrat de l'agent non titulaire ainsi que les statuts des cadres d'emplois ou corps auxquels il a appartenu pendant une période de cinq années.
PIECE N° 6	Statut de l'entreprise ou de la profession envisagée.
PIECE N° 7	Nom et coordonnées de l'agent chargé du traitement du dossier.

Le dossier de saisine doit être acheminé en pli recommandé avec accusé de réception et adressé au :

*Président de la commission de déontologie de la fonction publique
Ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales
Direction générale des collectivités locales,
Sous direction des élus locaux et de la fonction publique territoriale
2, place des Saussaies - 75800 PARIS CEDEX
Téléphone : 01 49 27 32 85*

ANNEXE I A

DECLARATION DE CREATION OU DE REPRISE D'ENTREPRISE DANS LE CADRE D'UN CUMUL (loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifiée ; décret n° 2007-658 du 2 mai 2007)

En remplissant ce formulaire, merci de bien vouloir expliciter au moins une fois les sigles que vous employez le cas échéant.

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE :

.....

TELEPHONE :

ADRESSE ELECTRONIQUE :

I.- Quelle est votre situation actuelle vis-à-vis de l'administration ? (*)

- Vous êtes agent :

- titulaire ou stagiaire
- contractuel

Si vous êtes titulaire, indiquer le corps auquel vous appartenez :

(*) cochez la case correspondante

Demandez-vous l'autorisation d'exercer vos fonctions à temps partiel, et si oui, selon quelle quotité ?

.....

II.- Quelles sont vos fonctions dans l'administration ?

Préciser :

- l'administration ou le service auquel vous appartenez ;
- le grade que, fonctionnaire, vous détenez ;
- éventuellement, le régime spécifique et le classement de non titulaire dont vous relevez ;
- les fonctions que vous exercez (en précisant notamment les activités ou secteurs professionnels dont vous avez le contrôle ou la surveillance).

.....
.....
.....
.....
.....

III.- Vous créez ou reprenez une entreprise.

- Quel est ou sera le nom ou la raison sociale de cette entreprise ?

NOM ou RAISON SOCIALE :

ADRESSE :

TELEPHONE :

ADRESSE ELECTRONIQUE :

SECTEUR ET BRANCHE D'ACTIVITES DE L'ENTREPRISE :

FORME DE L'ENTREPRISE :

(Joindre les statuts ou les projets de statuts de l'entreprise)

- Le cas échéant, quels sont la nature et le montant des subventions publiques dont cette entreprise bénéficie ?

- Quelle sera votre fonction ou votre activité (description détaillée) ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

- A quelle date est-il prévu que vous commenciez à exercer cette activité ?

.../.../
J M A

IV.- Déclaration sur l'honneur :

NB : cette déclaration signifie que vous n'avez pas pour mission, en tant qu'agent public, de surveiller ou d'administrer l'entreprise que vous créez ou que vous reprenez (par exemple, vous n'exercez aucun contrôle fiscal sur cette entreprise, vous ne lui délivrez pas d'agrément ou de subvention...).

Je soussigné (NOM-PRENOM)

déclare sur l'honneur ne pas être chargé, dans le cadre de mon emploi public, de la surveillance ou de l'administration de cette entreprise, au sens de l'article L. 432-12 du code pénal.

Fait à , le

Signature :

- (1) Rayer les mentions inutiles et compléter
(2) Préciser les coordonnées de l'organisme ou de l'entreprise

ANNEXE II A

APPRECIATION DE LA DEMANDE AU REGARD DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 13 DU DECRET N° 2007-658 DU 2 MAI 2007

Création ou reprise d'une entreprise dans le cadre d'un cumul

I) Le demandeur est-il ou sera-t-il chargé, dans le cadre de son emploi public, de la surveillance ou de l'administration de l'entreprise qu'il crée ou reprend, au sens de l'article L. 432-12 du code pénal ? oui non (*)

La réponse à cette question est généralement **non**, car l'intéressé n'a probablement pas pour mission, en tant qu'agent public, de surveiller ou d'administrer l'entreprise qu'il crée ou reprend (par exemple, il n'exerce aucun contrôle fiscal sur cette entreprise, il ne lui délivre aucun agrément ou aucune subvention...).

II) La création ou la reprise d'entreprise envisagée par le demandeur vous semble-t-elle de nature :

- à porter atteinte à la dignité de ses fonctions précédemment exercées ?

oui	non	c'est possible (*)
-----	-----	--------------------

- à compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?

oui	non	c'est possible (*)
-----	-----	--------------------

- à compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?

oui	non	c'est possible (*)
-----	-----	--------------------

3°) *Observations particulières*

Fait à....., le.....

Signature et cachet de l'autorité dont relève le fonctionnaire ou l'agent :

(*) Entourer la réponse

**DECLARATION DE CUMUL D'ACTIVITES
AU TITRE DE LA POURSUITE D'UNE ACTIVITE AU SEIN D'UNE SOCIETE OU D'UNE ASSOCIATION
(loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifiée ; décret n° 2007-658 du 2 mai 2007)**

En remplissant ce formulaire, merci de bien vouloir expliciter au moins une fois les sigles que vous employez le cas échéant.

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE :

.....
.....

TELEPHONE :

ADRESSE ELECTRONIQUE :

I.- Quelle est votre situation actuelle vis-à-vis de l'administration ? (*)

- Vous venez d'être recruté

- en qualité de fonctionnaire stagiaire
- en qualité d'agent contractuel

Si vous êtes titulaire, indiquer en toutes lettres le corps auquel vous appartenez :

(*) cochez la case correspondante

II.- Quelles sont vos fonctions dans l'administration ?

Préciser :

- l'administration ou le service auquel vous appartenez ;
- le grade que, fonctionnaire, vous détenez ;
- éventuellement, le régime spécifique et le classement de non titulaire dont vous relevez ;
- les fonctions que vous exercez (en précisant notamment les activités ou secteurs professionnels dont vous avez le contrôle ou la surveillance) ;
- le cas échéant, si vous effectuez une période de scolarité.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

III.- Vous poursuivez une activité au sein d'une société ou d'une association.

- Quel est le nom ou la raison sociale de cette société ou de cette association ?

NOM ou RAISON SOCIALE :

.....
.....
.....
.....

ADRESSE :

.....
.....

TELEPHONE :

.....

ADRESSE ELECTRONIQUE :

.....
.....
.....
.....

(Joindre les statuts de la société ou de l'association)

- Quelle est votre fonction ou votre activité (description détaillée) ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

IV.- Déclaration sur l'honneur :

NB : cette déclaration signifie que vous n'avez pas pour mission, en tant qu'agent public, de surveiller ou d'administrer l'entreprise que vous continuez de diriger (par exemple, vous n'exercez aucun contrôle fiscal sur cette entreprise, vous ne lui délivrez pas d'agrément ou de subvention...).

Je soussigné (NOM-PRENOM)

déclare sur l'honneur ne pas être chargé, dans le cadre de mon emploi public, de la surveillance ou de l'administration de cette société ou de cette association, au sens de l'article L. 432-12 du code pénal.

Fait à , le

Signature :

- (1) Rayer les mentions inutiles et compléter
- (2) Préciser les coordonnées de l'organisme ou de l'entreprise

ANNEXE II B

APPRECIATION DE LA DEMANDE AU REGARD DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 13 DU DECRET N° 2007-658 DU 2 MAI 2007

Poursuite d'activité au sein d'une société ou d'une association dans le cadre d'un cumul

I) Le demandeur est-il ou sera-t-il chargé, dans le cadre de son emploi public, de la surveillance ou de l'administration de la société ou de l'association au sein de laquelle il poursuit une activité, au sens de l'article L. 432-12 du code pénal ? oui non (*)

La réponse à cette question est généralement non, car l'intéressé n'a probablement pas pour mission, en tant qu'agent public, de surveiller ou d'administrer l'entreprise qu'il continue de diriger (par exemple, il n'exerce aucun contrôle fiscal sur cette entreprise, il ne lui délivre aucun agrément ou aucune subvention...).

II) La poursuite d'activité dans une entreprise envisagée par l'intéressé vous semble-t-elle de nature :

- à porter atteinte à la dignité de ses fonctions précédemment exercées ?

oui	non	c'est possible (*)
-----	-----	--------------------

- à compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?

oui	non	c'est possible (*)
-----	-----	--------------------

- à compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?

oui	non	c'est possible (*)
-----	-----	--------------------

3°) Observations particulières

Fait à....., le.....

Signature et cachet de l'autorité dont relève le fonctionnaire ou l'agent :

(*) Entourer la réponse

DECLARATION D'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PRIVEE
(loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifiée ; décret n° 2007-611 du 26 avril 2007)

En remplissant ce formulaire, merci de bien vouloir expliciter au moins une fois les sigles que vous employez le cas échéant.

La saisine de la commission de déontologie intervient :

- à titre obligatoire
- à titre facultatif

Souhaitant exercer une activité dans le secteur privé, vous vous trouvez dans l'une des situations suivantes:

- vous faites une demande de disponibilité, de détachement, de mise en position hors cadres, de mise à disposition, d'exclusion temporaire de fonctions ou de congé sans rémunération ;
- vous êtes déjà en disponibilité, en détachement, en position hors cadres, mis à disposition, exclu temporairement de vos fonctions ou en congé sans rémunération ;
- vous êtes sur le point de cesser définitivement vos fonctions ;
- vous avez déjà cessé vos fonctions.

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE :

.....
.....

TELEPHONE :

ADRESSE ELECTRONIQUE :

I.- Quelle est votre situation actuelle vis-à-vis de l'administration ? (*)

- Vous êtes agent :

- titulaire ou stagiaire
- contractuel

Si vous êtes titulaire, indiquer en toutes lettres le corps auquel vous appartenez :

- Vous êtes en activité
 - Vous demandez à être :
 - placé en disponibilité
 - placé en détachement
 - placé en position hors cadres
 - mis à disposition
 - placé en congé sans rémunération
 - Vous êtes déjà :
 - en disponibilité
 - en détachement
 - en position hors cadres
 - mis à disposition
 - en congé sans rémunération
 - depuis quelle date ? .../.../
 J M A
 - Vous êtes exclu temporairement de vos fonctions
 - depuis quelle date ? .../.../
 J M A
 - Vous allez cesser définitivement vos fonctions
 - Vous avez déjà définitivement cessé vos fonctions
 - depuis quelle date ? .../.../
 J M A

(*) cochez la case correspondante

II.- Au cours des trois années précédant le début de l'activité privée que vous envisagez d'exercer, quelles ont été vos fonctions dans l'administration ?

Précisez les différentes étapes de votre carrière au cours des trois dernières années en indiquant pour chacune d'entre elles:

- L'administration et le service auxquels vous apparteniez ;
 - Le ou les grade(s) que, fonctionnaire, vous déteniez ;
 - Eventuellement le régime juridique spécifique et le classement de non titulaire dont vous releviez ;
 - Les fonctions que vous exercez (en précisant notamment les activités ou secteurs professionnels dont vous aviez le contrôle ou la surveillance).

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

III.- Vous souhaitez exercer une activité dans le secteur privé ou dans le secteur public concurrentiel

- Dans quelle entreprise ou quel organisme ?

NOM ou RAISON SOCIALE :

.....
.....
.....

ADRESSE :

.....
.....
.....

TELEPHONE :

.....

ADRESSE ELECTRONIQUE :

SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE OU ORGANISME :

.....
.....
.....

(Joindre les statuts de l'entreprise, de l'organisme ou de la profession considérée s'il s'agit d'une profession réglementée)

- Quelle sera votre fonction ou votre activité (description détaillée) ?

(Joindre le cas échéant une copie du contrat de travail ou de la promesse d'embauche)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

- A quelle date est-il prévu que vous commenciez à exercer cette activité ?

.../.../
J M A

IV.- Déclaration sur l'honneur (vous devez remplir cette déclaration, que la commission de déontologie soit saisie à titre obligatoire ou à titre facultatif) :

Je soussigné (NOM-PRENOM)

{- souhaitant partir en disponibilité, en détachement, être placé en position hors cadres, être mis à disposition ou en congé sans rémunération à partir du .../.../
J M A

{
{- en position de disponibilité en détachement, placé en position hors cadres, mis à disposition ou en congé sans rémunération depuis le .../.../...

{- étant exclu temporairement de mes fonctions depuis le J M A

{- ayant définitivement cessé mes fonctions le .../.../
J M A

{
{- me préparant à cesser définitivement mes fonctions le .../.../
J M A

(1)

et souhaitant exercer une activité privée pour le compte de l'entreprise ou de l'organisme (2):

.....
déclare sur l'honneur:

* ne pas avoir été chargé, dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées, de la surveillance ou du contrôle (financier, technique ou administratif) de cette entreprise ou d'une entreprise du même groupe au sens de l'article 1^{er}-I-A du décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 ;

* ne pas avoir été chargé, dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées, de conclure des contrats de toute nature avec l'une de ces entreprises ou de formuler un avis sur de tels contrats ;

* ne pas avoir été chargé de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par l'une de ces entreprises ou de formuler un avis sur de telles décisions.

Fait à, le

Signature :

- (1) Rayer les mentions inutiles et compléter
(2) Préciser les coordonnées de l'organisme ou de l'entreprise

ANNEXE II c

APPRECIATION DE LA DEMANDE AU REGARD DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1ER DU DECRET N° 2007-611 DU 26 AVRIL 2007

(Vous devez remplir cette appréciation, que la commission de déontologie soit saisie à titre obligatoire ou à titre facultatif)

1°) Application du I-A de l'article 1^{er} du décret du 26 avril 2007

Le demandeur a-t-il été chargé, au cours des trois années précédant le début de son activité privée, en raison de ses fonctions :

- de la surveillance ou du contrôle de l'entreprise ou de l'organisme dans lequel il souhaite travailler
oui non (*)
- de la conclusion de contrats ou de la formulation d'un avis sur de tels contrats oui non (*)
- de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par cette entreprise ou cet organisme ou de formuler un avis sur de telles décisions oui non (*)

2°) Application du I-B de l'article 1^{er} du décret du 26 avril 2007

L'activité envisagée par l'intéressé vous semble-t-elle de nature :

- à porter atteinte à la dignité de ses fonctions précédemment exercées ?

oui non c'est possible (*)

- à compromettre ou mettre en cause le fonctionnement normal du service ?

oui non c'est possible (*)

- à compromettre ou mettre en cause l'indépendance ou la neutralité du service ?

oui non c'est possible (*)

3°) Observations particulières

Fait à....., le.....

Signature et cachet de l'autorité dont relève le fonctionnaire ou l'agent :

(*) Entourer la réponse